

**ARRÊTÉ N°2022-22-08-01 RÈGLEMENTANT LA CIRCULATION
SUR LA RUE DE MOËNS****LE MAIRE,**

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213.1,

VU le Code de la Route, et notamment les articles R110.1, R110.2, R411.5, R411.8, R411.25 à R411.28,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie – signalisation de prescription absolue – approuvé par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié),

VU la demande en date du 4 août 2022 par laquelle la société **BOVAGNE FRERES SAS** – Chemin d'évordes – 74160 COLLONGES SOUS SALEVE (Haute Savoie), représentée par Monsieur Nicolas **BOVAGNE** – 06 16 94 04 30, sollicite l'autorisation de procéder aux travaux de construction et d'approvisionnement du chantier de l'opération immobilière « Ô vergers » sur la RD 78G, dite rue de Moëns, parcelles AO N°420 et 425.

CONSIDERANT le Permis de construire n° 00128120B0012,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réglementer l'accès pour les poids lourds à la RD 78G, dite rue de Moëns, des parcelles AO n° 420 et 425,

ARRETE

Article 1 : Sur la RD 78G, dite route de Moëns, au droit du chantier, la circulation de tous camions poids lourds sera réglementée **du 15 septembre 2022 au 14 septembre 2023**, pour une durée de **365 jours**.

L'accès au chantier des camions poids lourds devra respecter le circuit : RD 1005 / route de Moëns / chantier / route de Moëns / RD 1005.

Article 2 : La vitesse est limitée à 30km/h au droit du chantier.

Article 3 : L'approvisionnement du chantier devra obligatoirement se faire en intérieur de la parcelle. En aucun cas les camions ne devront stationner sur les voies.

Article 4 : En dehors des vacances scolaires de la zone A, l'accès des camions poids lourds sera **INTERDIT** de 8h15 à 8h40, 11h20 à 11h40, 13h15 à 13h40, 16h20 à 16h40. Aucune attente sur voirie ne sera autorisée.

Article 5 : Pendant la durée des travaux, toutes dispositions nécessaires seront prises pour éviter la projection ou la chute sur la voie publique, de poussières, d'éclats de pierre ou autres matériaux, d'outils, et d'une façon générale, de tous objets ou produits

susceptibles de blesser ou salir les passants, ou d'incommoder les riverains. En cas de salissure, l'entreprise aura l'obligation de nettoyer la chaussée dans les meilleurs délais.

Article 6 : Il est interdit d'embarrasser la voie publique en y déposant des matériaux ou objets quelconques susceptibles d'empêcher ou de diminuer la liberté et la sûreté du passage.

Article 7 : Toutes précautions utiles devront être prises pour éviter l'encombrement des caniveaux de la voie publique et pour assurer le libre écoulement des eaux. Aucune matière susceptible d'engorger ou de détériorer les grilles et avaloirs et les ouvrages d'assainissement ne pourra être projetée sur le sol ou dans lesdites bouches ouvrages. Il est également interdit d'y déverser des produits toxiques ou inflammables. Les eaux de pompage seront filtrées après décantation avant d'être rejetées dans le réseau des eaux pluviales. Le bon état des filtres sera contrôlé régulièrement.

Article 8 : En cas d'occupation du domaine public, des droits de voiries seront appliqués, dans le cadre des tarifs communaux, pendant toute la durée de l'occupation selon la surface d'occupation, l'entreprise devra annoncer par écrit le début et la fin de cette occupation. L'occupation ne pourra pas commencer avant la signature de l'autorisation et la précision de la date de commencement.

Article 9 : La signalisation éventuelle sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La signalisation routière, la protection du chantier et de la circulation piétonne seront à la charge et sous responsabilité de l'entreprise.

Article 10 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

Article 11 :

- Monsieur le Maire de la commune d'Ornex,
- Monsieur le commandant de la brigade de Gendarmerie d'Ornex,
- Monsieur le responsable de la Police Municipale d'Ornex,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise BOVAGNE FRERES SAS,
- Le Département de l'Ain, service des routes

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté.



Affiché le 24 août 2022

Certifié exécutoire le 24 août 2022

Par délégation du Maire

Willy DELAVENNE

Adjoint aux travaux et à la sécurité

Fait à ORNEX le 22 août 2022

Par délégation du Maire,

Willy DELAVENNE

Adjoint aux travaux et à la sécurité



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie d'Ornex.